Extraits d'un entretien de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, à France Info, le 8 janvier 2019, sur le soutien du gouvernement italien aux "Gilets jaunes" et sur le retrait militaire américain de Syrie

2019-01-08

Q - Bonsoir Jean-Baptiste Lemoyne, vous êtes secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Aujourd'hui, Luigi Di Maio, le vice-président du Conseil italien, c'est aussi le patron du mouvement 5 étoiles, l'une des deux composantes de la majorité en Italie, a réitéré une nouvelle fois son soutien aux gilets jaunes. Quelle est votre réaction ?

R - Vous parlez de Luigi Di Maio mais il y a aussi l'autre vice-président Mateo Salvini qui sont comme dans une "course à l'échalote", comme dans une campagne interne permanente. M. Salvini qui a d'ailleurs comme slogan, "les Italiens d'abords", je leur dis à tous les deux : occupez-vous plutôt des Italiens d'abord, les Français n'ont pas besoin de vos bons conseils.

Ce n'est pas de bonne politique que de commenter ou de s'ingérer dans la vie politique du voisin et il est important de respecter les amis voisins.

Q - Vous parlez d'amis ?

R - En tant que membres de la famille européenne, il y a donc un minimum de savoir-vivre.

Q - Mettez-vous en garde les gilets jaunes en France en leur disant de ne pas accepter l'aide proposée par le mouvement 5 étoiles. On peut d'ailleurs se demander si les gilets jaunes, ce n'est pas la préfiguration du mouvement 5 étoiles ?

R - Ce qui me frappe, c'est que nous sommes dans un monde où il y a un certain nombre de pays, d'Etats, de puissances étrangères, qui cherchent à influer sur le cours des choses dans un certain nombre de pays, en France ou en Europe. Il est bon selon moi de lutter contre les phénomènes de "fake news" propagés parfois par certains médias à la solde de tel ou tel gouvernement. Moi j'en ai fait les frais vous savez. Quand, au mois de décembre, nous discutions du fameux pacte de Marrakech sur l'immigration, que n'ai-je entendu comme sottises et âneries véhiculées ainsi.

(...)

Ne vous laissez pas instrumentaliser par des ingérences étrangères, c'est aux Français d'apporter des réponses sur les sujets français.

Q - M. Emmanuel Macron et Donald Trump se sont entretenus de la situation en Syrie, Washington renoncerait à partir tout de suite. Confirmez-vous ? En savez-vous plus sur le calendrier et le retrait américain menace-t-il la lutte contre l'Etat islamique sur place ?

R - Il est vrai qu'au mois de décembre, lorsque nous avons vu les tweets du président Trump, les Etats alliés étaient quelque peu interloqués parce que nous sommes membres d'une coalition ; je vous rappelle qu'il y a quelques mois, ce sont nos armées qui, ensemble, ont été frappé un certain nombre de stocks liées aux armes chimiques syrienne, et en principe d'ailleurs nous avons l'habitude de se concerter dans des réunions de coalition.

Il était important que les chefs d'Etat puissent se parler. Ce que j'en retiens, c'est qu'après que son conseiller à la sécurité, M. Bolton, ait déjà amorcé un virage sur l'aile, le président Trump a finalement confirmé que ce retrait devait se faire de façon ordonnée, en discutant. C'est pour cela qu'un certain nombre de conditions énoncées par M. Bolton montrent que, manifestement, la Maison blanche a évolué dans son appréciation des choses, et c'est heureux. Parce que, en Syrie, il y a encore l'Etat islamique qui est présent, même s'il a encaissé des défaites et que, quatre ans après les terribles événements que nous avons connus sur le sol français, nous ne devons pas oublier que...

Q - Le retrait américain menacerait cette lutte contre le terrorisme ?

R - Bien sûr. Et puis également ce retrait menacerait l'aide humanitaire que nous apportons dans un certain nombre de zones, qui sont notamment détenues par les forces démocratiques. Par exemple, la France a fait un effort tout particulier : nous avons mis 50 millions d'euros supplémentaires pour venir en premier secours d'un certain nombre de populations qui connaissent des conditions de vie particulièrement difficiles.

Q - Justement, il y a des populations concernées qui sont en fait des enfants de Français, parce que des familles de femmes françaises qui ont rejoint la Syrie ont écrit au président de la République pour dire : "des petits enfants qui sont nés sur place, finalement ce sont des Français". Le président de la République n'a pas répondu. Que fait-on de ces jeunes enfants ? Je le rappelle : des filles ou fils de femmes parties en Syrie rejoindre des combattants, qui sont nés sur place, qui n'ont pas demandé à naître dans des zones de guerre et qui sont des petits enfants français.

R - C'est un sujet qui est terriblement complexe parce que ces enfants n'ont rien demandé. C'est un sujet qui est très compliqué et sur lequel je ne peux vous apporter de réponse définitive. Mais on a bien pris la mesure de cela. (...).

source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 10 janvier 2019

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/268768-jean-baptiste-lemoyne-8012019-gilets-jaunes-retrait-militaire-syrie